Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La ministre allemande de la Défense proposée comme présidente de la Commission européenne

Par Peter Schwarz
Mondialisation.ca, 05 juillet 2019
wsws.org

Région : L'Europe
Thème: Économie

Photo : Christine Lagarde et Ursula von der Leyen

Après des semaines de querelles, les dirigeants européens se sont mis d'accord mardi sur la nomination d'une nouvelle direction de l'Union européenne.

La nouvelle présidente de la Commission européenne sera l'actuelle ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen. La Banque centrale européenne (BCE) sera dirigée par l'actuelle directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde (France). Le président du Conseil européen sera le premier ministre belge Charles Michel et le nouveau haut représentant de l'UE, diplomate en chef du bloc, sera le ministre espagnol des Affaires étrangères Josep Borrell.

Le président de la Commission doit encore être ratifié par le Parlement européen, où il existe une résistance considérable à von der Leyen. Comme les 751 parlementaires européens de 28 États membres votent au scrutin secret, la proposition pourrait encore échouer au Parlement.

Mercredi, cependant, le Parlement européen a élu l'Italien David Sassoli à sa présidence et a ainsi doté le cinquième poste de la direction de l'UE d'un social-démocrate, comme proposé par les chefs de gouvernement. Von der Leyen et Lagarde viennent du camp conservateur, Michel est libéral et Borrell est social-démocrate.

La proposition des chefs d'État et de gouvernement est un signal politique clair. Il représente l'expansion de l'UE en une superpuissance militaire sous domination franco-allemande.

Le différend concernant la nouvelle direction de l'UE a montré à quel point les contradictions, les clivages et les conflits sont profonds au sein de l'UE. Ils se situent entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, entre différents intérêts économiques et de politique étrangère et partis. Ils sont si aigus que les compromis et les solutions unanimes semblent de plus en plus impossibles.

Les 20 et 21 juin, le sommet régulier de l'UE en Roumanie n'a pas réussi à trouver un successeur à Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne. La chancelière Angela Merkel voulait que ce soit l'Allemand Manfred Weber, principal candidat du Parti populaire européen (PPE) conservateur pour les élections européennes, alors que le président français Emmanuel Macron avait strictement rejeté Weber.

Lorsqu'il est devenu évident que M. Weber ne pouvait pas obtenir la majorité parmi les chefs d'État et de gouvernement ou au Parlement européen, le président du Conseil, Donald Tusk, a rédigé une nouvelle proposition, en consultation avec Merkel et Macron, en marge du sommet du G20 à Osaka.

Le nouveau candidat principal à la présidence de la Commission devait être le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans, et le PPE devait se voir attribuer les postes de président du Parlement et de haut représentant de l'UE. La présidence du Conseil serait confiée à un libéral.

Mais cette proposition a échoué lors d'un sommet spécial de l'UE le 30 juin en raison de la résistance farouche des Européens de l'Est. Ils refusent de pardonner à Timmermans, qui, en tant que commissaire européen, a rendu une décision judiciaire contre la Pologne et la Hongrie. Malgré 19 heures de négociations, qui ont duré jusqu'au lundi matin, aucune solution ne semblait en vue. Le sommet a été reporté à mardi.

La suggestion surprise de nommer Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission a ensuite été qualifiée de «miracle» par de nombreux commentateurs. Tous les chefs de gouvernement pourraient s'unir sur von der Leyen parce que, plus que quiconque, elle défend l'armement de l'Union européenne pour en faire une puissance militaire capable de s'opposer aux États-Unis et à la Chine.

Ce médecin de 60 ans, mère de sept enfants, est l'une des personnalités politiques les plus ambitieuses et les plus impitoyables d'Allemagne. Son père, Ernst Albrecht, a été premier ministre du Land de Basse-Saxe pendant 14 ans. Von der Leyen est elle-même membre du gouvernement Merkel depuis 2005, d'abord comme ministre de la Famille, puis comme ministre du Travail et depuis décembre 2013 comme ministre de la Défense.

Depuis qu'elle a repris le portefeuille de la défense, les dépenses militaires allemandes sont passées de 30 à 45 millions d'euros. Elle entretient de bons liens avec l'OTAN et a joué un rôle de premier plan dans la poussée de la marche militaire de l'Alliance vers la frontière avec la Russie. C'est pourquoi elle bénéficie également du soutien des gouvernements d'Europe de l'Est. Parallèlement, elle fait avancer le projet d'une armée européenne, également soutenue par Macron, et participe à la mission de la Bundeswehr (Forces armées) en République centrafricaine et au Mali, où l'Allemagne collabore étroitement avec les troupes françaises.

Selon plusieurs reportages, von der Leyen a été proposée à la présidence de la Commission par Macron et non par Merkel. Pour le président français, il était particulièrement important d'assurer le leadership de la BCE pour la France. Le candidat allemand à la tête de la BCE, Jens Weidmann, président de la Deutsche Bundesbank, est un partisan convaincu d'une politique monétaire restrictive. Macron voulait empêcher cela à tout prix.

À la tête du FMI, Christine Lagarde est également responsable des programmes d'austérité. En tant que membre de la soi-disant troïka, le FMI a travaillé sur toutes les mesures d'austérité qui ont ruiné le peuple grec. Lagarde avait également proposé une réduction de la dette de ce pays lourdement endetté, ce qui a été strictement rejeté à Berlin.

Avant de rejoindre le FMI en 2011, Mme Lagarde a passé quatre ans comme ministre française des Finances dans le gouvernement conservateur de François Fillon. Elle a ensuite été condamnée pour avoir autorisé une indemnisation de 403 millions d'euros à l'homme

d’affaires douteux Bernard Tapie.

La proposition des chefs d’État et de gouvernement renforcerait considérablement la prédominance de l’Allemagne et de la France dans l’UE. Si von der Leyen est confirmée par le Parlement européen, elle serait la première personne allemande à présider la Commission depuis Walter Hallstein il y a 52 ans.

Charles Michel, qui deviendra président du Conseil, est également considéré être un confident d’Emmanuel Macron. Comme le parti de Macron, La République en Marche, il appartient lui aussi au groupe libéral du Parlement européen. En tant que premier ministre belge, Michel avait été en coalition avec la Nouvelle Alliance flamande nationaliste. Il est donc crédité d’avoir travaillé plus étroitement avec des partis d’extrême droite tels que la Lega italienne, qui ont considérablement gagné de l’influence dans les élections européennes.

Le futur haut représentant de l’UE, Josep Borrell, a eu une longue carrière au sein du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). De 2004 à 2007, il a été président du Parlement européen. Il y a un an, le nouveau premier ministre espagnol Pedro Sanchez l’avait nommé ministre des Affaires étrangères. Borrell est un opposant strict à l’indépendance de la Catalogne, sa région natale.

La liste proposée par les chefs d’État et de gouvernement européens signifie un net virage à droite, vers le militarisme et une suprématie franco-allemande renforcée en Europe. Elle ne résoudra pas les conflits au sein de l’UE, mais les aggravera encore plus. Cela vaut non seulement pour les États membres d’Europe de l’Est, qui ne sont plus du tout représentés dans les principaux postes de l’UE, mais aussi pour les relations entre les puissances d’Europe occidentale.

Par exemple, les médias conservateurs en Allemagne se sont indignés de la nomination de Lagarde. *Die Welt* a déclaré: «Avec la nomination de Lagarde, les gouvernements de l’UE ont manqué leur dernière chance de revenir à l’Union de stabilité. Tout comme Mario Draghi, aujourd’hui chef de la BCE, elle défend «une orientation qui profite aux pays débiteurs plutôt qu’aux pays créanciers».

Peter Schwarz

Article paru en anglais, WSWS, le 4 juillet 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Peter Schwarz, wsws.org, 2019

Articles Par : Peter Schwarz

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca